

**Assemblée générale**

Distr. générale  
16 octobre 2003  
Français  
Original: anglais

**Cinquante-huitième session**

Point 124 de l'ordre du jour

**Barème des quotes-parts pour la répartition****des dépenses de l'Organisation des Nations Unies****Lettre datée du 16 octobre 2003, adressée au Président  
de l'Assemblée générale par le Secrétaire général**

1. Douze États Membres sont actuellement en retard dans le paiement de leurs contributions au sens de l'Article 19 de la Charte des Nations Unies, qui stipule ce qui suit :

« Un Membre des Nations Unies en retard dans le paiement de sa contribution aux dépenses de l'Organisation ne peut participer au vote à l'Assemblée générale si le montant de ses arriérés est égal ou supérieur à la contribution due par lui pour les deux années complètes écoulées. L'Assemblée générale peut néanmoins autoriser ce Membre à participer au vote si elle constate que le manquement est dû à des circonstances indépendantes de sa volonté. »

2. Les paiements minimaux nécessaires pour réduire le montant des arriérés dus par ces États Membres de manière à ce que celui-ci reste inférieur au montant brut de leur quote-part pour les deux années complètes écoulées (2001 et 2002) s'établissent comme suit :

<i>État Membre</i>	<i>Paiement minimal (dollars É.-U.)</i>
Burundi . . . . .	32 901 <sup>a</sup>
Comores . . . . .	731 766 <sup>a</sup>
Géorgie . . . . .	6 782 041 <sup>a</sup>
Guinée-Bissau . . . . .	446 966 <sup>a</sup>
Iraq . . . . .	12 547 137
Libéria . . . . .	1 097 164
Niger . . . . .	352 750 <sup>a</sup>

\* Nouveau tirage pour raisons techniques.



<i>État Membre</i>	<i>Paiement minimal (dollars É.-U.)</i>
République centrafricaine . . . . .	307 662 <sup>a</sup>
République de Moldova . . . . .	1 935 974 <sup>a</sup>
Sao Tomé-et-Principe . . . . .	550 171 <sup>a</sup>
Somalie . . . . .	978 471 <sup>a</sup>
Tadjikistan . . . . .	1 461 361 <sup>a</sup>

<sup>a</sup> Dans sa résolution 58/1 du 16 octobre 2003, l'Assemblée générale a décidé que le Burundi, les Comores, la Géorgie, la Guinée-Bissau, le Niger, la République centrafricaine, la République de Moldova, Sao Tomé-et-Principe, la Somalie et le Tadjikistan seraient autorisés à participer au vote à l'Assemblée générale jusqu'au 30 juin 2004.

Le Secrétaire général  
(Signé) Kofi **Annan**